Allemagne : les cellules révolutionnaires et la RAF

À l'heure actuelle, ce texte circule dans les milieux de gauche en Allemagne. D'après les dernières informations reçues d'amis allemands, il y a actuellement deux autres « lettres ouvertes » en circulation qui, elles aussi, sont signées par les « Cellules Révolutionnaires » dénonçant d'abord la première lettre, puis la seconde comme étant une « action menée par les services pour la sécurité d'État » (équivalent des « Renseignements généraux »). En principe nous devons les recevoir sous peu de temps...

Quant aux « Cellules Révolutionnaires », personne dans la gauche allemande ne sait qui (personnes ou groupes) se cache là derrière ! À ce propos, il n'y a que de vagues hypothèses. Or depuis quelque temps, nombre d'actions en Allemagne (falsification de tickets de transport, attentats à la bombe contre les centrales nucléaires et autres, etc.) étaient revendiquées par eux (les « Cellules Révolutionnaires »...).

Depuis la mise en circulation de ce texte, Buback (le procureur général) a été assassiné il y a quelques jours, ce qui actualise peut-être encore davantage la discussion proposée par, et dans, ce texte.

De toute manière, son intérêt en tant que tel consiste en ce qu'il reflète les positions (jusqu'à maintenant culpabilisées) de la gauche allemande par rapport à la RAF ; il nous interroge aussi sur notre implication dans ces actions terroristes en général (?).

Nous le publions de façon à poursuivre le débat commencé sur la violence dans le n° 3 et sur l'Allemagne dans le n° 4 de « La Lanterne Noire ».

Cette lettre s'adresse à tous les camarades de la RAF !
C'est une lettre ouverte !

Nous appartenons aux Cellules Révolutionnaires. Mais dans cette lettre interviennent pas mal d'arguments qui ont été élaborés au sein du mouvement non-dogmatique. Parce que nous les tenons pour justes, et aussi parce que nous nous sentons liés à ce mouvement.

Nous demandons à tous les groupes et à tous les camarades (par exemple aux maisons d'édition, aux groupes non-dogmatiques de tous les secteurs, aux producteurs de journaux, aux camarades inorganisés, au Mouvement du 2 juin, etc.) de discuter cette lettre.

En fait, il y a déjà longtemps que nous voulions vous poser des questions – à vous, les camarades de la RAF. Et nous saisissons l'occasion du bruit qui court, selon lequel les prisonniers de la RAF envisageraient d'entamer une quatrième grève de la faim, pour revendiquer l'application de la Convention de Genève, c'est-à-dire pour être reconnus comme prisonniers de guerre.

Peut-être allez-vous vous demander pourquoi il nous faut un événement « digne de discussion » pour vous écrire. Camarades, c'est tout simplement parce que nous avions peur que vous nous répondiez avec une sévérité excessive et inadéquate ; en disant, par exemple, et dans le meilleur des cas, que nous étions objectivement des flics, ou que notre lettre était une opération commandée par le « Verfassungschutz » [[Le Verfassungsschutz, « service de protection de la Constitution », est à peu près l'équivalent de la D.S.T. en France (N.D.T., comme les suivantes).]]. Entre-temps nous avons compris que la crainte d'un tel reproche ne devait pas nous faire reculer devant la confrontation avec vous. Il est pour nous essentiel de nous expliquer maintenant (!) avec vous. Cela montrera dans quelle mesure nous nous sommes déjà éloignés les uns des autres, et aussi à quel point vous ressentez le besoin ou la

nécessité de vous interroger sur nous, sur nos idées, nos actions, notre évolution, notre vie. Nous partons du principe que vous devez bien éprouver cette nécessité ! Comme aussi celle de vous expliquer plus clairement avec l'ensemble du mouvement non-dogmatique ! À moins de vous situer, de façon autoritaire, comme son avant-garde.

Les actions de la RAF en 1971-72 [[Il s'agit d'attentats comme ceux qui visèrent le quartier général des forces américaines en Allemagne, à Francfort et à Heidelberg, l'immeuble du groupe de presse Springer, le juge Buddenberg, etc.]] ont eu une importance considérable pour beaucoup de camarades. Elles ont secoué et réveillé un tas de gens, nous y compris. Quand ça pétait à tous les coins de rue, nous jubilions devant l'impuissance de l'appareil d'État tout entier, et devant la capacité de la guérilla à opérer même en R.F.A. À l'époque, ces actions étaient articulées sur le vaste mouvement anti-impérialiste, elles réalisaient ce qui avait mijoté dans la tête de milliers de gens. Nous avons vu qu'il était possible de concrétiser ce à quoi on pensait depuis très longtemps. Sans la RAF, il n'y aurait pas aujourd'hui de Cellules Révolutionnaires, ni de groupes qui ont compris que la résistance ne s'arrête pas là où commence le Code Civil. Le texte que vous avez publié [[Cf. *« La bande à Baader » ou la violence révolutionnaire*, Ed. Champ Libre, 1972.]] montre bien ce que cela veut dire : n'accepter aucun compromis ; tracer une claire démarcation entre l'ennemi et soi-même ; la seule liberté contre cet appareil d'État consiste dans sa négation totale, c'est-à-dire à s'en prendre à lui dans un collectif de lutte ; et pour redevenir des hommes, il faut l'attaquer de la façon la plus résolue.

Mais ce que nous avons besoin de savoir maintenant, c'est ceci : est-ce que vous êtes sur les positions que défendait la RAF en 1971-72 ? Comment vous situez-vous par rapport à l'action de libération de Stockholm ? [[Cf. « La Lanterne Noire », n° 4, « Le siège de Stockholm », par J. Olday.]] Quelles

erreurs pensez-vous avoir commises depuis lors ? Quels sont vos objectifs en ce qui concerne vos procès ?

Si nous vous posons ces questions, c'est parce que nous ne voyons plus quelle est votre politique. Nous ne reconnaissons plus grand-chose des objectifs initiaux de la RAF. Même lorsqu'il s'agit d'une question importante : celle du changement d'objectifs. D'autant que vous donnez l'impression que tout ce qui est informations, déclarations, mobilisation, est exclusivement déterminé par une seule valeur d'usage, « la mise en valeur du procès ». Au point que quand Brigitte Mohnhaupt s'est mise à donner des précisions sur vos structures au juge Prinzing, ce rat, c'était pour démasquer les mensonges du faux témoin Müller – et principalement pour ça. Pourquoi faut-il des Müller, des Prinzing, des Buback et Cie [[Le juge Prinzing qui dirige le Procès de Stuttgart, est responsable du traitement infligé à Holger Meins ; le procureur Buback vient d'être assassiné, le 7 avril 1977 à Karlsruhe, par le « Groupe d'action Ulrike Meinhof », il dirigeait les recherches contre les membres de la R.A.F., et avait intensifié la campagne contre leurs avocats (Croissant, Haag, Schilly, etc.). Müller, membre de la R.A.F. emprisonné et témoin principal, est accusé par la R.A.F. d'avoir dénoncé ses camarades ; Brigitte Mohnhaupt a témoigné en faveur de la R.A.F. au procès de Stammheim, en récusant la thèse d'une structuration hiérarchique et autoritariste de la R.A.F.]] pour que vous preniez enfin la peine de vous expliquer sur vos structures ? Alors que c'est justement ce type d'information, et bien davantage, que nous attendions de vous après 1972, nous et bien d'autres ?

Camarades, notre problème avec vous est d'ordre tout à fait pratique : nous avons pensé pendant longtemps que vous étiez pour nous des camarades. Mais beaucoup de camarades qui sont dehors n'ont pas le sentiment d'être pour vous aussi des camarades. Nous et d'autres, nous avons été et nous sommes utilisés, subordonnés, par exemple par votre stratégie dans

les procès, ainsi que dans vos autres campagnes de mobilisation. Car il est impossible d'élaborer et de discuter une stratégie avec vous. Certes il est très difficile de faire quelque chose de ce genre à travers les murs de la prison, mais à notre avis, ce n'est pas la seule raison. Ce qu'il y a eu, c'est plutôt que vous avez été beaucoup trop rapides dans les jugements que vous avez portés sur nous. Vous avez trop souvent manifesté que vous n'aviez aucune confiance en notre force, ni en celle des autres, à nous qui sommes dehors ; qui voulons et devons lutter ! Mais qui avons la prétention de former nos décisions en fonction de notre propre évolution. Et qui nous refusons à vous rendre le mauvais service de vous suivre aveuglément dans votre refus de tout compromis. Ce refus, nous voulons d'abord le mettre à l'épreuve pour notre propre compte ; et cela vaut aussi pour une part importante du mouvement non-dogmatique.

Oui, camarades, nous avions et nous avons encore l'impression d'être pour vous un instrument qu'on jette lorsqu'il ne peut plus servir. Et vous ne vous demandez même pas pourquoi il ne peut plus servir. Vous vous contentez de supposer que nous sommes des faibles, des opportunistes par rapport à. la masse, et tout compte fait vous pensez aussi que dans ce système corrompu et dévoreur d'hommes, nous nous sentons assez bien. Tout cela est très déprimant. Finissons-en avec l'alternative : ou camarade, ou flic !

Et maintenant, écoutez-nous bien : s'imaginer que la gauche [[Le terme de « gauche », dans ce texte, a une signification différente de ce que l'on entend par là en France habituellement (PC, PS, etc.) ; il désigne les groupuscules m.l. (KPD/DKP), les groupes gauchistes continuateurs de l'ex-APO (opposition extraparlementaire), marxistes non-léninistes, etc.]], dans son ensemble, est sur la défensive, c'est une absurdité flagrante, et défaitiste de surcroît. La défensive, elle est plutôt dans les idées dégueulasses que vous vous faites de nous et de notre force... Et d'abord, comment se

fait-il que vous ayez interrompu votre dernière grève de la faim parce que quelques cinglés avaient affirmé que nous étions sur la défensive (nous, les RZ, le mouvement du 2 juin, les groupes non-dogmatiques, etc. etc.) ? ? ? Peut-être n'avez-vous pas su du tout, pendant cette grève, que par exemple vos avocats et les comités contre la torture ont mis en oeuvre toute leur énergie pour que vos revendications aboutissent, que des professeurs, des médecins, des écrivains (Sartre), des prêtres (Schraf), Amnesty International (Autriche), beaucoup de groupes non-dogmatiques et même des groupes dogmatiques (KPD/ML) vous ont soutenus dans votre grève. La réponse immédiate à l'assassinat de Holger Meins, ce fut la fusillade contre Von Drenkmann
[[G. Von Drenkman, président du Tribunal de grande instance de Berlin Ouest, assassiné le 10 novembre 1974.]]. Beaucoup de gens ont réalisé qu'on torturait aussi dans les prisons allemandes. Tout cela n'est-il donc rien ? Est-ce que cela vous paraît indiquer une attitude défensive où aurait sombré toute la gauche ?

En dehors de ce large mouvement de solidarité par rapport à la grève de la faim, il s'est passé des choses et il s'en passe encore, ce qui n'est donc pas aussi décourageant que certains le pensent chez vous ! L'histoire des dernières années a montré que les masses n'étaient pas du tout corrompues, et qu'ici le terrain était encore fécond : Nordhorn Range, les grèves de septembre 73, les attaques des RZ contre les filiales d'ITT, Whyl, Brockdorf, les groupes de femmes de la RZ contre le Tribunal Fédéral (BGH) pour l'article 218, les faux tickets de transport, le renforcement des luttes et la politisation dans les taules, les comités et groupes à l'étranger, Lorenz et son petit « congé », les combats de rue à Francfort à propos de l'augmentation des transports et des occupations de maisons, etc. Tout cela est aussi en partie le résultat de votre pratique. Camarades, est-ce que pour vous, le mouvement existe toujours ? Ou bien ne signifie-t-il plus rien ? Est-ce qu'il n'est plus assez important dans le cadre

international ? Ou bien le trouvez-vous insignifiant dans la mesure où il ne suit pas exactement la politique de la RAF ?

Mais revenons aux détails : nous n'acceptons pas que vous traitiez certains camarades du mouvement de façon à ce point contraire à la solidarité :

– par exemple le rapporteur sur votre procès pour I.D. (Informations Dienst) [[*Informationsdienst*, journal bimensuel publié à Francfort, est l'équivalent de l'ex-APL.]]. Vous lui reprochez d'être objectivement un flic, pour la raison qu'il n'a pas reproduit, mot pour mot, les déclarations d'Andreas Baader. Lorsque ce « flic objectif » vous répond dans un esprit de solidarité, chez vous, silence de mort. Cela veut-il dire que vous trouvez juste sa critique, ou bien qu'à partir de ce moment-là il est devenu encore plus objectivement un flic ? Après ça, il a arrêté ses articles sur votre procès...

– nous ne sommes pas non plus d'accord avec la dénonciation de certains avocats. Vous voyez sûrement ce que nous voulons dire ! Parce que les avocats sont des CAMARADES !

– et comment se peut-il que ce soit l'avocat Croissant qui administre les « archives » d'Ulrike Meinhof ? Ulrike n'est pas un dossier, c'est quelqu'un qui a combattu avec vous. Comme vous le savez, Klaus Croissant est allé jusqu'à reprocher à l'éditeur Klaus Wagenbach de travailler main dans la main avec le « Verfassungschutz », et Croissant a réussi à obtenir de la justice, celle-là même que vous voulez détruire, la saisie du livre de Peter Bruckner sur Ulrike Meinhof. Ainsi donc, grâce à Klaus Croissant, c'est la gauche qui travaille à l'application de l'article 88a ! [[L'article 88a de la loi adoptée en janvier 1976 par le Bundestag autorise les poursuites contre les auteurs, éditeurs, imprimeurs d'ouvrages incitant à la violence contre « l'existence de la RFA ou contre ses principes constitutionnels » ; cette « loi muselière » a permis à la police allemande de perquisitionner chez des libraires et éditeurs, de faire interdire le livre de

Bommi Bauman *Comment tout a commencé* chez l'éditeur Trikont (paru en français sous le titre *Tupamaros Berlin Ouest*, éd. Gallimard, La France Sauvage, 1977) et d'inculper l'éditeur lui-même ; celui-ci a été acquitté le 27 octobre 1976. À noter que d'après Croissant justement, le livre de B. Bauman, devenu d'après lui « instrument de la police politique », est une « manoeuvre raffinée de guerre psychologique tendant à anéantir toute forme de résistance valable contre l'impérialisme » (cf. la lettre de Croissant dans *Libération* du 7 avril 1976).]] Voilà quelque chose qu'on n'avait pas encore vu ! Pourquoi ne discutez-vous pas vous-mêmes avec Klaus Wagenbach – qui est un camarade ? Que pensez-vous du nouvel article 88a ?

– quant à l'article très important de la Rote Hilfe (Secours Rouge) (Collectif de prisonniers de Berlin Ouest), publié dans le bulletin d'information III, sur le problème des prisonniers de guerre, vous vous en tenez à un silence total. Pour nous, c'est très emmerdant.

– il faut que vous sortiez enfin de votre mutisme à propos des comités contre la torture (c'est essentiellement des prisonniers de la RAF qu'ils soutenaient), tant en ce qui concerne leurs activités que leur inculpation, en passant par les perquisitions et les incarcérations. Est-ce qu'on vous a tenus au courant de ce qui se passait ? Ou bien est-ce qu'ils ont été remplacés vite fait par un comité de défense et un fond d'aide ?

Ce ne sont là que quelques exemples. Et nous voulons seulement vous avertir que dorénavant vous ne pourrez plus traiter ainsi des camarades – qui comptent pour le mouvement. Ni les dénoncer comme « objectivement des flics », « agents du Verfassungsschutz » ou du BKA [[BKA, Bundeskriminalamt, Service Criminel Fédéral, l'équivalent des Renseignements Généraux.]]. Car non seulement c'est une saloperie, mais en plus c'est très dangereux. Ça non plus, nous ne le permettrons plus à l'avenir. Point, à la ligne.

Chez vous, des camarades de la RAF ont attiré l'attention sur des points essentiels, et à plusieurs reprises ; en particulier sur le problème de la guerre psychologique. À partir du moment où vous l'aviez si nettement souligné, nous avons nous aussi commencé à réfléchir plus précisément sur la presse, sur les interviews et leur fonction, ainsi que sur les manoeuvres de Buback. Nous comprenons d'autant moins pourquoi vous laissez maintenant le champ relativement libre aux médias, qui reviennent exactement au même. Ce point avait déjà été marqué dans l'interview des RZ. Vos déclarations ne nous parviennent donc qu'à travers des journaux comme la *Frankfurter Rundschau*, la *Stiddeutschezeitung*, la *Bildzeitung*, etc. ; et seuls les camarades « initiés » peuvent en comprendre le sens ! Idem pour ce qui concerne la Convention de Genève. D'une manière générale, c'est par des journaux ou par les informations que nous sommes renseignés sur vous. Aussi est-il évident qu'on met en circulation un tas de rumeurs et de fausses nouvelles vous concernant. Il est exceptionnel que nous recevions des informations de vous-mêmes, et les rectifications des informations fausses nous arrivent toujours trop tard ; de sorte que beaucoup de camarades peuvent être embrigadés pour toutes sortes de campagnes sans qu'ils sachent vraiment de quoi il s'agit. Si vous vous foutez de l'image qui est donnée de vous en général, et si vous ne faites aucun effort de rectification, que ce soit dehors ou de la taule – c'est que vous vous sentez plus forts que vous ne l'êtes. Et d'autre part, cela nous fait comprendre que vous nous méprisez d'une certaine manière, nous et les autres.

Et maintenant, quelques autres questions de fond :

– Comment vous définissez-vous par rapport à la politique des Cellules Révolutionnaires et du Mouvement du 2 juin ? C'est-à-dire, par rapport à l'enlèvement de Lorenz, aux faux tickets de transport, à l'attaque des femmes des RZ contre le Tribunal Fédéral (BGH), aux faux carnets d'achats pour les sans-abri de

Berlin (comme un petit cadeau de Pâques) ? Que pensez-vous du comportement émancipé des quatre femmes de la Lersterstrasse ? Du refus opposé par Fritz, Ralf, etc., aux achats au profit du mouvement palestinien, du procès de Rolf devant l'Aréopage, de l'interview des RZ en Autriche, des attaques des RZ contre ITT ?

— Quelle est votre attitude par rapport à vos avocats qui sont directement ou indirectement victimes de l'interdiction professionnelle ? Et qui sont l'objet de poursuites incessantes ? Que faites-vous pour les encourager, en dehors des injures que vous distribuez aux Buback et Cie ? Nous vous posons cette question parce qu'en attendant, il n'y a plus tellement d'avocats « gauchistes » disposés
à prendre la défense des prisonniers politiques !

— Pourquoi, depuis pas mal de temps, cherchez-vous du soutien exclusivement du côté de personnalités en vue ? Est-ce parce qu'elles seraient l'avant-garde du mouvement légal ? Pour nous c'est une erreur monumentale.

— Qu'est-ce que vous pensez de la discussion entre tous les prisonniers politiques et les prisonniers qui se sont politisés en taule ? Nous ne voulons pas dire que vous devriez exiger le regroupement de tous les prisonniers dans le même camp de concentration ; ça, c'est l'idée de Buback ; et ça n'aurait aucun sens. Nous pensons plutôt au soutien réciproque de tous les prisonniers qui se défendent contre la taule.

— Ne pensez-vous pas qu'il faudrait critiquer l'action de Stockholm ? Non pas certes parce que cette action n'a pas atteint la satisfaction des exigences qui étaient présentées ; le point n'est pas là. Mais parce que toute cette action constitue la pénible expérience de ce que certains camarades s'illusionnaient complètement sur les circonstances et sur leurs capacités. Elle n'a ouvert aucune perspective à long terme. Les exigences elles-mêmes étaient sans rapport avec l'action. Deux camarades l'ont payée de leur vie. Le délai

accordé pour la satisfaction des revendications était beaucoup trop court. Il y a donc eu des erreurs qui la prochaine fois doivent absolument être évitées. Transformer chaque défaite en victoire !...

— Quelle est votre position par rapport aux puissants mouvements de Brokdorf, de Whyl, etc. ? Par rapport à cet extraordinaire mouvement de refus des centrales nucléaires ?

— À notre avis, vous avez vous-mêmes contribué à renforcer l'isolement que vous a imposé le Verfassungsschutz. Vous vous êtes par trop isolés de l'ensemble du mouvement de gauche. En vous citant, pour une fois, « un poisson sans eau meurt de soif » ! Même si vous croyez pouvoir nager sans eau. Nous pensons que ni vos modes d'action ni les nôtres ne consistent essentiellement à s'en prendre aux biens matériels pour commencer. Il faut aussi présenter des explications en termes clairs et que chacun puisse comprendre. Vos explications actuelles ne sont plus compréhensibles par tout le monde, mais uniquement par les initiés. D'où la mise en place d'un type de mobilisation qui repose uniquement sur de la tension psychologique, et pas sur la compréhension d'une nécessité objective.

Et maintenant, camarades de la RAF, revenons à votre éventuelle quatrième grève de la faim.

Nous pensons qu'entre vous autres et ceux qui peuvent et doivent apporter leur soutien à cette grève, il y a encore trop d'obscurités, d'équivoques, et de contradictions. Nous avons essayé d'en formuler quelques-unes. C'est pourquoi cette lettre ne doit être prise que comme le point de départ d'une longue discussion. Mais il vous faut maintenant mettre cartes sur table. Autrement rien n'est plus possible, et si vous ne le faites pas c'est alors que vous comptez sur une solidarité aveugle. Vous ne pouvez plus vous dispenser de dire nettement si vous nous considérez, nous et les autres types de la gauche, comme vos camarades. Si vous avez renoncé à nous

traiter comme des instruments que vous taxerez ensuite de « gauchistes sur la défensive ». Si vous choisissez la Convention de Genève, une sorte de ghetto par conséquent – et alors vous êtes contre nous ; ou si vous réclamez d'être assimilés aux autres prisonniers, de ne plus être isolés – et dans ce cas vous êtes avec nous. Auparavant vous demandiez la fin du traitement spécial, l'assimilation aux autres prisonniers. Aujourd'hui vous vous entêtez à vouloir être reconnu par un torchon de papier, la Convention de Genève. Or le statut de prisonnier de guerre cela veut dire un traitement spécial. Et cette revendication ne tient pas compte non plus des intérêts des autres prisonniers !... Vous devez vous préparer à revenir immédiatement sur vos dénonciations !... Est-ce pour une revendication aberrante que vous allez réellement mettre votre vie en jeu ? Parce qu'il vous semble qu'on n'a plus besoin de vous ? Parce que vous ne pouvez plus avoir confiance dans le mouvement ?

Si vous preniez le parti d'ignorer purement et simplement cette lettre et de vous draper dans le silence – comme cela s'est déjà produit – et si vous décidiez de risquer votre vie pour obtenir l'application de la Convention de Genève, alors notre solidarité, au lieu d'être quelque chose qui va de soi, nous sera une véritable torture.

Une Cellule Révolutionnaire. Créez un, deux... vous savez quoi.

Reproduisez ce texte, diffusez-le, écrivez-en d'autres.

Andreas Baader, Gudrun Esslin et Jan Cari Raspe viennent d'être condamnés par le tribunal de Stuttgart à la prison à vie ; condamnation maximale (la peine de mort n'existant plus), attendue, et dont la barbarie est dans la logique du régime de la R.F.A. (et de son totalitarisme avancé). Compte tenu des conditions connues du déroulement du procès, les avocats commis d'office et qui ont refusé de plaider ont introduit un recours en cassation.

Certains diront peut-être que devant cette condamnation, la diffusion de la « lettre ouverte » ci-dessus est plutôt malvenue... Nous pensons exactement le contraire. Pour ceux qui n'auraient pas encore compris, réaffirmons que le soutien et la solidarité n'excluent pas l'interrogation et la critique : elles en sont inséparables.

Nous sommes loin de partager les idées de la RAF et plus encore de trouver justifiées certaines de leurs actions. Mais ils luttent contre l'État allemand, ils subissent la répression et ils montrent avec leurs souffrances les contradictions de la « démocratie libérale » qui cache derrière les libertés et les droits, la seule justification à l'oppression et à l'exploitation : la raison d'État.